

Canada : la Qualité avant tout

Avec ce voyage au Canada que nous venons d'achever, c'est le 14^{ème} pays et dernier pays que nous visitons en moisson. Le tout en 10 mois. Le rythme est bon et exigeant. Il reste 2 pays que j'espère visiter avant la fin octobre, l'Iran et l'Égypte. Ils ne seront pas en moisson mais me paraissent intéressants pour compléter notre vision pour qu'elle soit la plus complète possible sur la mondialisation, en si peu de temps. Pour des raisons que vous comprendrez aisément, mon épouse ne suivra pas. Elle restera à la maison pour poursuivre la rédaction de nos livres.

Le pari de visiter 15 pays en 11 mois sera tenu. Il y en aura même peut-être un 16^{ème}. Je ne vous cache pas que cette aventure est certes passionnante mais très exigeante voire exténuante mais peu importe le jeu en vaut vraiment la chandelle. Je vous souhaite à tous de la vivre un jour.

Un pays immense

Le Canada, c'est avant tout, un immense territoire de 10 millions de Km², 20 fois la France, soit le deuxième pays le plus vaste du monde après la Russie. En 2015, la Canada comptait 35 millions d'habitants. Il est recouvert à moitié par des forêts et compte 31 700 lacs ce qui en fait un pays possédant parmi les plus grandes réserves d'eau douce du monde. C'est un pays essentiellement tourné vers le pétrole et l'agriculture. En dépit d'un climat difficile mais fort de ses immenses plaines fertiles qui représentent 1,2 fois la France, il est aujourd'hui le 5^{ème} exportateur mondial de produits agricoles. L'agriculture y est bien segmentée géographiquement, sur les 3 provinces de l'Est (Manitoba, Saskatchewan et Alberta) des céréales et des oléagineux et à l'Ouest (Ontario et Québec) des élevages de lait, porcs et volailles et dans l'Alberta de la viande bovine.

Produire de la Qualité

Au Canada, nous avons rencontré de nombreuses personnalités. Elles n'ont que deux mots en bouche : produire de la qualité et exporter. En effet, dès le début du 20^{ème} siècle, un gouverneur du Manitoba, a eu la réflexion de se dire, comment se différencier des autres pays producteurs quand on a les contraintes climatiques d'un tel pays (6 mois d'hiver rude) et que la zone de production céréalière est au centre du pays avec deux massifs montagneux qui la sépare des deux mers indispensables à la vitale exportation. Il a fait travailler les chercheurs sur des variétés qui devaient avant tout produire un blé de qualité à fort taux protéique plutôt qu'un fort rendement. Ce précurseur avait vu juste, la Canada est aujourd'hui considéré de par le monde comme la référence en terme qualité pour le blé tendre et dur. La création du Canadian Wheat Board était dans la même ligne. Cet organisme d'Etat a imposé ses variétés aux producteurs. Créé en 1935, avec un monopole sur les ventes de blé, blé dur et orge sur l'ensemble du territoire Canadien, cette entreprise d'Etat a été le garant de cette volonté de produire de la qualité à tout prix. Il a été pendant de nombreuses années le plus important organisme de vente de blé dur dans le monde. Son monopole a pris fin le 1 août 2012, laissant place à une libéralisation des échanges dans le pays. L'entreprise a continué à fonctionner mais très rapidement a perdu des parts de marché au détriment des grands acteurs locaux, Richardson, Paterson, Cargill, Viterra (Glencore), Louis Dreyfus et Parrish & Heimbecker. Dernier épisode en date de juin 2015, le CBW vient d'être cédé en majorité à Bunge et également à SALIC Canada Ltd, une filiale du fonds saoudien Agriculture & Livestock Investissement Company qui détiennent à eux deux 51% des parts. Les 49% restants sont la propriété d'un trust composé de producteurs agricoles. L'entreprise s'appelle G3 comme Global Grain Group.

Canada : un pays tourné vers le monde

On retrouve ce même esprit dans les productions animales. Il s'agit pour les provinces de l'Ouest et de l'Alberta de se différencier par des produits de qualité. La répartition des productions animales est plus homogène que les productions végétales. Ainsi grâce aux productions bovines de l'Alberta, le Canada est le 6^{ème} producteur mondial, grâce aux productions porcines et à l'industrie laitière en Ontario et au Québec, 6^{ème} producteur mondial de porcs et produit 80 Millions d'hectolitres de lait. Toutes ces productions essaient de se placer sur des marchés à forte valeur ajoutée comme le Japon.

Ce cher voisin américain

Le Canada fait partie de l'ALENA (Accord de libre échange nord américain), signé en 1994, avec les Etats-Unis et le Mexique. Les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis sont un bon exemple de la façon dont des partenaires peuvent tirer parti de l'ouverture de leur frontière au commerce. Le Canada et les États-Unis entretiennent de longue date la plus importante relation commerciale bilatérale du monde. En 2012, les échanges bilatéraux ont atteint 645,7 milliards de dollars, ce qui représente quelque 1,8 milliard de dollars en produits et services qui traversent la frontière chaque jour (soit environ 1,2 million de dollars à la minute). Un emploi sur sept au Canada dépend du commerce avec les États-Unis. Plus de 8 millions d'emplois aux États-Unis dépendent du commerce avec le Canada.

En 2012, les exportations canadiennes de marchandises vers les États-Unis ont atteint 298,4 milliards de dollars, soit 10,5 p. 100 de plus qu'en 2009. Bien qu'ils ne soient pas encore revenus aux niveaux de 2008, les échanges commerciaux bilatéraux semblent reprendre de la vigueur, dans le sillage du ralentissement économique mondial. En dehors de l'énergie, les principales exportations canadiennes à destination des États-Unis comprennent les véhicules, la machinerie, l'équipement électrique et électronique, le papier et le carton. Le Canada est le plus important fournisseur étranger de pétrole, de combustible nucléaire, d'électricité et de gaz naturel des États-Unis.

Les productions végétales

Le Canada produit plusieurs types de blé. Blé dur sur l'Alberta et le Saskatchewan, blé tendre au Manitoba. Sur le marché très étroit du blé dur, le Canada est le premier pays exportateur du monde. Cette production est fortement demandée dans le monde et représente une opportunité extraordinaire pour ce pays. Malgré certains progrès, le marché du blé dur canadien n'est toujours pas le marché agricole le plus transparent et le plus aisé à analyser au monde. D'abord pendant des années, le principal opérateur sur ce marché, comme cité précédemment, fut le Canadian Wheat Board (CWB) qui possédait un monopole sur la commercialisation des blés destinés à l'alimentation humaine et à l'exportation. C'est le CWB qui faisait la loi sur le marché en traitant jusqu'à 60% des blés durs négociés sur le marché mondial. Cette position dominante était associée à une absence de transparence sur les engagements à l'exportation de cet organisme. Le marché s'apparente davantage désormais à un oligopole qu'à un modèle de concurrence pure et parfaite. La fin du monopole du CWB a eu d'importantes conséquences pour les agriculteurs, pour les logisticiens et pour les acheteurs. Les agriculteurs sont devenus des décideurs quant à la mise en marché de la récolte. Les logisticiens (stockeurs et transporteurs) n'avaient qu'un seul interlocuteur le CWB. Ils doivent désormais faire face à une myriade d'acteurs : les producteurs et les sociétés d'exportations. Les acheteurs n'avaient qu'un interlocuteur, ils en ont dorénavant plusieurs. Il faut donc que tout cela trouve ses marques et puisse répondre à la demande mondiale. Il faudra encore un peu de temps pour que cela soit parfaitement transparent.

Pour le blé tendre, il se caractérise comme nous l'avons déjà écrit par un fort taux protéique, ce qui en fait un excellent complément pour augmenter le taux de blé moins performant en meunerie. Les rendements ne sont pas extraordinaires avec 4 à 5 T/ha mais rappelons que la période de végétation est courte, avec six mois d'hiver. Il y a très peu de blé d'hiver qui a du mal à résister à l'hiver. Le blé se sème au printemps, très souvent avec des techniques sans labour. Des recherches génétiques sont en cours pour pouvoir conjuguer performance et qualité. Les agriculteurs canadiens comme ceux que nous avons rencontrés aux Etats-Unis rêvent et revendiquent du blé OGM. Ils ont aussi un gros avantage par rapport aux français, ils ne sont en aucune façon régulés par des contraintes administratives sur l'emploi d'intrants et notamment d'azote. Près de 80% du blé tendre et dur est exporté, chaque année. Trois destinations, l'Ouest vers l'Asie, l'Est vers l'Europe et le continent africain et le Sud vers les Etats-Unis. Durant plusieurs décennies, 80,90, 2000, le tirant d'affaires était plutôt vers l'Est. Depuis le début du siècle, l'Ouest est devenu majoritaire. Un basculement dû à la forte demande asiatique. Les experts nous ont estimés le volume des exportations à 58% vers l'Ouest, 36% vers l'Est et 6% aux Etats-Unis via en majorité le Manitoba.

Le Canada est le plus important producteur de canola du monde. Plus de 13 millions de tonnes sont produites chaque année. Plus de la moitié est exportée, le reste est transformé sur place dans l'une des nombreuses huileries appartenant aux grandes multinationales. Les principaux pays importateurs sont les Etats-Unis, le Japon et le Mexique.

Depuis 10 ans pour des raisons de rentabilité et de rigidité du Canadian Wheat Board, le soja a fait son apparition dans les grandes plaines du Canada et ne cessent de se développer. De même, notamment à l'Ouest, le maïs a sa place notamment liée aux productions animales.

Le réchauffement climatique semble évident pour tous (contrairement aux USA où on ne parle que de cycle naturel). Ce phénomène pourrait changer la donne notamment avec des terres qui pourraient se libérer au nord vers l'Arctique. Des terres qui pourraient être propices à la culture du blé.

Très chère logistique

Maintenant que la libéralisation sur les achats et ventes de céréales est faite, comme partout, la logistique joue un rôle majeur. Peut-être un peu plus au Canada car les zones de production sont enclavées dans le centre du pays (Manitoba, Saskatchewan, Alberta). Les experts rencontrés nous ont fait part de leur désarroi face aux deux compagnies nationales de transport ferroviaire. Cela nous a rappelé quelques discussions déjà entendues en France. Outre une certaine rigidité dans l'aspect commercial et dans la rigueur des horaires, une nouvelle difficulté est apparue en 2013, à la suite de la disparition du Canadian Wheat Board. Avant cette disparition, il n'y avait aucune difficulté avec les deux compagnies ferroviaires du Canada. Les négociations de prix du fret devaient leur convenir. Depuis que les privés sont acheteurs du fret, c'est une autre histoire. Fin 2013, les deux compagnies ferroviaires ont décidé de concentrer leurs puissances sur le pétrole, sans doute plus rentable. Une crise majeure s'est produite avec les négociants en grain qui n'arrivaient plus à acheminer les denrées vers les ports où attendaient les bateaux. Les stocks se sont accumulés dans les silos et dans les fermes. L'Etat s'en est mêlé allant même jusqu'à sanctionner par des amendes les compagnies ferroviaires pour les obliger à transporter du blé. Le conflit n'est pas terminé. Les négociations sont en cours. « De bonnes nouvelles devraient être annoncées avant la fin de l'année », indique Murdoch MacKay, le négociateur côté agricole. Wait and see. C'est fondamental pour le flux vers les marchés mondiaux.

Une fois que les céréales ont pu être transportées par fer vers l'Ouest, elles arrivent après le passage du massif montagneux à Vancouver ou plus au nord à Prince Rupert, pour un transfert maritime vers l'Asie. D'importants investissements ont été réalisés ces dernières années par les principaux intervenants internationaux (Cargill, Bunge, ADM, Dreyfus, Glencore) ou locaux (Richardson, Paterson) pour réguler les bateaux et fluidifier le transport maritime. Côté Est, c'est un peu plus compliqué car il faut oublier le grand nord et son débouché par la baie d'Hudson gelée 7 à 8 mois par an. Il faut donc passer par les grands lacs dont les écluses entre les lacs ne permettent que des petites barges de 15 à 20 000 T. Les céréales sont transbordées une première fois au port de Thunder Bay pour arriver quelques jours plus tard à Hamilton puis vers Montréal où elles peuvent être transbordées une seconde fois dans des bateaux de 45 000 T. Le fleuve Saint Laurent ne devient en eaux profondes qu'à la ville de Québec. Là, deux choix, soit un nouveau transbordement, avec des grains locaux du Québec, pour remplir un panamax, soit le bateau prend la haute mer. Tout cela coûte bien cher et renchérit le prix des céréales canadiennes sur le marché international. On aurait presque tendance à dire « ouf » lorsque l'on est français.

Une agriculture préservée et aidée par l'Etat

Même s'il se défend de donner des aides directes aux agriculteurs, l'Etat canadien est très présent auprès de ses producteurs.

C'est particulièrement vrai pour les producteurs laitiers (le plus haut prix du lait au monde) et les « plumes » volailles et œufs. Ces deux types d'élevage bénéficient du système de la « gestion de l'offre ». Il s'agit d'ajuster la production aux besoins du marché intérieur. Il sert à garantir un prix à la production et à stabiliser les revenus des producteurs. Le système est basé sur deux piliers :

- La gestion de la production par la profession qui s'engage à assumer la gestion des surplus au-delà de quotas qui leur sont octroyés. Rappel, les quotas laitiers sont des droits marchands au Canada
- Le contrôle des importations par le gouvernement qui s'engage à limiter l'entrée de produits importés pour que les besoins du marché intérieur soient principalement couverts par les produits nationaux

Ce système de la « gestion de l'offre » a garanti une pérenité sereine des élevages laitiers et avicole pendant des décennies. C'est une forme de protectionnisme déguisé. Il est complètement remis en cause en ce moment car le Canada est entrain de signer des accords de libre échange avec l'Europe et l'Asie. L'une des demandes incontournables des parties en négociation avec le Canada est la fin de ce système de « gestion de l'offre ». L'Union des producteurs Agricoles (UPA) fait actuellement une campagne de communication importante partout dans le pays pour le maintien de ce système mais tous les experts que nous avons rencontrés sont persuadés que le gouvernement canadien cédera, sans doute sous 4 ans.

Pour les productions végétales, toute une série d'aides sous la forme de participations aux assurances ou d'abondement financier à des mesures fiscales, d'épargne ou de trésorerie permettent aux agriculteurs, là aussi de façon indirecte, d'être aidés et non subventionnés.

Un chiffre est très caractéristique. L'aide gouvernementale (fédérale ou provinciale) apportée au secteur agricole et agroalimentaire représente 35% du PIB du secteur.

La moisson 2015

Nous ne pouvons pas vous parler de la moisson globale car nous avons quitté le Canada alors que les provinces de l'Est n'étaient pas terminées. La moisson dans le Manitoba que nous avons vécue était excellente avec des rendements supérieurs à 4,5T/ha et un taux protéiques supérieurs en moyenne à 14,5%, plus à l'Est les conditions se sont dégradées notamment dans l'Alberta qui a connu une sécheresse importante. Il y aura de forts dégâts. Il faudra suivre cela de près.

Cet article ayant été écrit en septembre 2015, certaines des données n'ont pas été actualisées.